

L'OTAN sert d'abord les intérêts américains !

Il est symptomatique que la première réaction du président américain Barack Obama au *Brexit* ait concerné l'indéfectible relation bilatérale Etats-Unis/Royaume-uni et l'avenir de l'OTAN. L'Union européenne, l'Europe de la défense, les politiques européennes en matière agricole, d'éducation, de migration ou de lutte contre le terrorisme... tous ces « machins » n'intéressent la Maison Blanche que dans la mesure où les intérêts américains sont concernés.

La priorité de Washington demeure l'OTAN, considérée comme un cheval de Troie au cœur de la vieille Europe vassalisée, transformée en marché unique et grande Suisse ennuyeuse. Mais l'OTAN sert aussi de VRP au complexe militaro-industriel américain et à ses millions d'emplois. Ainsi, Washington cherche, depuis les années Reagan, à faire payer aux Européens leur programme de « Guerre des étoiles », qui ne fonctionne pas et surtout, qui ne sert à rien ! Mais, si c'est bon pour les sociétés américaines, c'est donc bon pour l'ensemble de l'humanité...

Comme nos amis du Comité *Valmy*, nous sommes résolument pour une sortie complète de la France de l'OTAN, sinon pour le démantèlement de cette organisation. En attendant la concrétisation de ce vœux – qui nécessiterait un courage politique certain, notamment en matière de financement de nos propres capacités de défense -, faisons preuve de réalisme et essayons de peser et d'agir à l'intérieur de l'Alliance Atlantique pour essayer d'en modifier les objectifs !

La Guerre froide et la menace soviétique constituaient les fondements de l'existence de l'OTAN. Avec l'éclatement de l'URSS et la disparition du Pacte de Varsovie, la défense collective de l'espace euro-atlantique aurait dû être refondée et réorientée. Au contraire et à l'initiative de Washington, l'OTAN se mit à multiplier les interventions hors de sa zone géographique initiale. Progressivement, elle se transforma en une espèce de *Sainte Alliance occidentale* face à un monde perçu comme étranger, hostile et conflictuel.

A partir de 2007 et des présidences Sarkozy et Hollande, la France poursuivit une politique délibérément atlantiste en rejoignant le commandement intégré de l'organisation. Nicolas Sarkozy pensait que la réintégration de la France dans le Commandement intégré de l'Alliance allait conduire à un renforcement de la PESD (politique de défense et de sécurité commune) dans le cadre de l'Union européenne. Nos partenaires n'en ont pas voulu, soulignant qu'il fallait éviter les doublons entre OTAN et UE. Sur ce plan, notre réintégration ne nous a rien apporté de positif si ce n'est quelques postes pour officiers généraux proche de la retraite ou déjà à la retraite. La réintégration a, aussi fait l'objet, à la demande de François Hollande, d'un rapport rédigé par Hubert Védrine assez décevant sur ses conclusions. J'y suis, j'y reste ! L'actuel président de la république avait pourtant critiqué la décision de son prédécesseur mais s'est bien gardé de revenir sur sa décision...

Aujourd'hui, les conséquences négatives de cette décision l'emportent nettement sur les avantages escomptés, mais une nouvelle sortie pourrait apparaître comme une volte-face

dont la France aurait, sans doute, à payer les conséquences. Donc, la France éternelle reste dans l'OTAN. Dont acte ! Mais elle peut davantage y défendre positions, choix et priorités de différentes façons : en refusant de nouvelles opérations militaires hors zone, en s'opposant à l'élargissement à d'autres pays de l'Est notamment et en repoussant l'acquisition de nouveaux systèmes d'armements qui bénéficient d'abord au complexe militaro-industriel américain.

Pour préserver son indépendance et sa souveraineté en matière de politique étrangère et de défense, la France peut faire bien d'autres choses, en suivant notamment les recommandations du *Club des Vingt*¹ : s'opposer à l'admission de nouveaux membres ; recentrer l'organisation sur le cœur de ses missions à savoir la préservation d'un lien transatlantique fondé sur l'inter-opérabilité entre armées alliées ; veiller à ce que les règles d'engagement évitent tout risque d'escalade et laisse le maximum de capacité de décision à nos autorités militaires nationales, par exemple dans la région des pays baltes ; décourager les interventions militaires hors zone en privilégiant, si des actions militaires s'imposent, des coalitions ad hoc ou le recours à l'Union européenne qui, seule a les moyens d'une gestion globale des crises ; refuser les grands projets coûteux, notamment les systèmes d'armements hérités de *La Guerre des étoiles* de Ronald Reagan ; recadrer le rôle du Secrétaire général qui, contrairement à la tendance actuelle, n'a pas qualité à promouvoir une politique qui lui soit propre. Les règles d'unanimité en usage à l'OTAN permettent à la France, par l'usage de son droit de veto, d'empêcher ce qu'elle refuse.

En définitive, l'OTAN pourrait être un forum dont les Etats membres s'emploient à rapprocher les points de vue pour normaliser la relation avec la Russie, pour stabiliser la situation de pays baltes ou encore pour peser sur la Turquie (deuxième armée de l'OTAN)... Ankara continue à jouer un rôle très ambigu en Syrie, en Irak et dans ses relations avec *Dae'ch* et d'autres organisations terroristes. Par ailleurs, il revient plus aux Nations unies qu'à l'OTAN de veiller sur la paix et la sécurité mondiales. La France dispose d'un siège de membre permanent de son Conseil de sécurité. Ne s'agit-il pas d'en optimiser les capacités afin d'œuvrer à la mise en chantier d'un nouveau système de sécurité collective.

Ce n'est certainement pas en déployant des soldats supplémentaires en Pologne et dans les Pays baltes, comme si Moscou allait attaquer demain matin, que l'OTAN va contribuer à la paix et la sécurité mondiales. Qu'on commence par lever les sanctions frappant la Russie afin de relancer la discussion et que l'UE cesse d'appliquer automatiquement ces mêmes sanctions décidées par Washington. Le *Brexit* devrait faire réfléchir les dirigeants européens, non seulement sur les plans de la défense et de la sécurité, mais aussi sur ceux de l'indépendance et de la souveraineté politiques.

Mieux informés, les peuples européens admettront de moins en moins que les directives européennes, qui vont jusqu'à décider de la consistance de leurs fromages, soient décidées et appliquées en fonctions des intérêts de Washington. Comme le déplorait récemment le directeur du mensuel *Afrique-Asie*, « l'ambition de l'Europe du général de Gaulle allait de l'Atlantique à l'Oural, celle des Eurocrates actuels va de l'Atlantique à l'atlantique... »

Richard Labévière

11 juillet 2016

¹ *Le Club des Vingt* se compose de : Hervé de Charette, Roland Dumas, (anciens ministres des Affaires Etrangères), Bertrand Dufourcq, Francis Gutmann (président du Club), Gabriel Robin (Ambassadeurs de France), Général Henri Bentégeat, Henri Laurens (Professeur au Collège de France), Bertrand Badie (Professeur des Universités), Denis Bauchard, Claude Blanchemaison, Hervé Bourges, Rony BRAUMAN, Jean-François Colosimo, Jean-Claude Cousseran, Régis Debray, Anne Gazeau-Secret, Jean-Louis Gergorin, Renaud Girard et François Nicoullaud